

GUINÉE ÉQUATORIALE**Les homicides, les viols et les arrestations arbitraires doivent cesser***Index AI : AFR 24/009/2004**ÉFAI*

Lundi 5 juillet 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement de Guinée équatoriale doit immédiatement mettre fin aux exécutions extrajudiciaires, à la torture et aux viols commis par les membres de ses forces de sécurité, a déclaré Amnesty International ce lundi 5 juillet.

Après une attaque de plusieurs personnes contre la garnison militaire de l'île de Corisco, le 29 mai 2004, le gouvernement a déclenché une vague d'arrestations à Bata, la ville principale sur le continent, visant en priorité les parents et les relations des personnes ayant pris part à l'attaque de Corisco. Les personnes liées au Parti du progrès de Guinée équatoriale (PPGE), interdit, ont aussi été visées, ainsi que leurs proches et amis.

Selon certains témoignages, après avoir été découverts par des soldats, les attaquants se sont dispersés et ont tenté de fuir. Au moins cinq d'entre eux auraient réussi à atteindre un bateau et à gagner Libreville. Les autres ont été traqués par les soldats, qui les auraient abattus à vue. Les attaquants qui se sont rendus ont aussi été sommairement exécutés. Les exécutions ne se seraient arrêtées qu'à l'arrivée sur l'île d'un officier de haut rang. Cinq survivants ont été arrêtés ; ils auraient subi des viols et des actes de torture.

De 12 à 16 personnes auraient été tuées.

Après l'attaque sur l'île de Corisco, les forces de sécurité gabonaises ont regroupé les ressortissants de Guinée équatoriale de Libreville, ainsi que les parents et amis de ceux qui ont participé à cette attaque. Un nombre de personnes non déterminé a été arrêté, dont le chef présumé de l'expédition, Adolfo Obiang Bico. La plupart des détenus semblent avoir été libérés dans les jours suivants. Cependant, cinq personnes ayant fui l'île de Corisco ont été arrêtées et « extradées » vers la Guinée équatoriale. Elles seraient détenues à la prison de Black Beach, à Malabo. Ni les autorités du Gabon ni celles de Guinée équatoriale n'ont donné de détails sur ces détenus, sur le lieu de leur

détention ou sur les charges qui pèsent sur eux.

En absence d'un traité d'extradition entre la Guinée équatoriale et le Gabon, Amnesty International considère cette extradition comme illégale et en violation du droit international relatif aux droits humains.

Amnesty International demande en outre aux autorités de Guinée équatoriale de mettre fin aux arrestations illégales des proches des personnes recherchées par les forces de sécurité, lorsque ces personnes n'ont commis aucune infraction pénale.

« Il faut enquêter sur tous les témoignages faisant état d'atteintes aux droits humains après l'attaque sur l'île de Corisco », a déclaré l'organisation.

« De plus, les autorités doivent permettre immédiatement aux détenus d'avoir accès à leurs familles, leurs médecins et leurs avocats. Elles doivent lancer de toute urgence une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur l'homicide des attaquants présumés de l'île de Corisco, sur la blessure volontaire infligée par balle à Marcelino Nguema Esono, membre du PPGE, et sur de nombreux témoignages faisant état de viols et d'actes de torture. Les résultats de cette enquête doivent être rendus publics », a déclaré Amnesty International.

Contexte

Le 30 mai 2004, les autorités de Guinée équatoriale ont annoncé que la nuit précédente, un groupe de Guinéens équatoriaux résidant à Libreville avaient attaqué l'île de Corisco, et que les soldats déployés sur place avaient tué cinq des attaquants et capturé cinq autres. Quatre hommes et une femme ont été exhibés sur la chaîne de télévision nationale, où ils auraient « avoué » vouloir utiliser l'île de Corisco comme une base pour lancer des attaques sur Malabo, la capitale de l'île de Bioko, et Bata, la plus grande ville continentale du pays.

En mars 2004, les autorités de Guinée équatoriale ont accusé Severo Moto, l'ancien chef en exil du PPGE, de comploter pour renverser le gouvernement, avec un groupe de mercenaires présumés qui ont été arrêtés à Malabo. Plusieurs membres du PPGE sont entrés dans la clandestinité pour éviter d'être arrêtés. Leurs proches ont été arrêtés pour les forcer à se constituer prisonniers.

Amnesty International est gravement préoccupée par la santé et la sécurité de

Marcelino Nguema Esono, membre du PPGE. Il a été arrêté pour des raisons inconnues le soir du 27 juin dernier chez son beau-frère, tandis qu'il regardait un match de football à la télévision. Il se cachait depuis le mois de mars. Des policiers en civils armés sont entrés de force dans la maison et ont délibérément tiré sur Marcelino Nguema, qui a été touché au ventre. La police l'a ensuite emmené au commissariat principal de Bata, avec son beau-frère et deux autres personnes. Le 29 juin, les quatre détenus ont été transférés à la prison de Malabo, où ils n'ont depuis lors aucun accès à leurs avocats ou à des soins médicaux.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>